

ITAMAR RABINOVICH

Président de l'Israel Institute, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution

Pour moi, la conséquence de cet immobilisme face au problème israélo-palestinien est claire : la solution à un Etat va l'emporter au détriment de la solution à deux Etats, ce qui constitue à mes yeux un véritable cauchemar. Je suis attaché à une solution à deux Etats car l'avenir de mon pays en dépend. Il est vital pour nous de séparer Israéliens et Palestiniens et d'aboutir à une solution à deux Etats. Cela signifie un Etat palestinien en tant qu'Etat-nation du peuple palestinien et Israël en tant qu'Etat-nation du peuple juif, coexistant en paix.

Pour l'heure, il semble que nous soyons dans une impasse et la question est de savoir comment sortir de cette impasse et aller de l'avant ? Si nous organisons dès demain une conférence de paix pour essayer de parvenir à une solution à deux Etats, elle se solderait, je le crains, par un échec. Nous avons un gouvernement de droite en Israël et nous avons malheureusement un leadership faible dans l'Autorité palestinienne. Elle est dirigée par un homme que je respecte mais qui arrive en fin de carrière.

Nous avons le Hamas à Gaza qui n'accepte pas l'autorité de l'Autorité palestinienne. Nous avons une administration américaine que personne ou presque au Moyen-Orient ne considère comme un partisan potentiel du processus de paix. L'administration Obama a les mêmes chances de réussite que les précédentes administrations dans les années 1990 et au début des années 2000. Toutes les crises qui secouent le Moyen-Orient, et dont vous avez fait mention, n'aident pas !

Si nous ne pouvons pas parvenir à un accord sur le statut définitif, nous pourrions, selon toute logique, travailler sur un accord intermédiaire afin de mettre fin au chaos et au bain de sang. Ce n'est pas acceptable pour les Palestiniens car ils diraient qu'une solution intermédiaire ne ferait que perpétuer le statu quo. Elle permettrait à Israël de conserver le contrôle, donc ce n'est pas acceptable. Si ce n'est pas acceptable, que pouvons-nous faire ? Ma proposition est la suivante. Le secrétaire Kerry, comme vous le savez, a reconnu l'échec de sa dernière initiative de négociation d'un accord entre Israéliens et Palestiniens. A la fin du printemps et au début de l'été 2014, il a présenté à Abou Mazen, le président Abbas, un document reprenant les concessions qu'il avait obtenues auprès de Netanyahou. Il a déclaré : « Travaillons là-dessus », mais Mahmoud Abbas a refusé.

Ma proposition est la suivante : prenons ce document, dans lequel Netanyahou fait des concessions importantes ; il ne les a pas rendues publiques car il a peur de son parti et de sa coalition, mais elles étaient importantes. Ce document doit nous servir de cadre, nous pouvons définir un objectif final et chercher une solution intermédiaire sans perdre de vue cet objectif final. Cela devrait rassurer les Palestiniens qui redoutent qu'une solution intermédiaire ne devienne permanente. Cela devrait aussi nous permettre d'entamer des négociations sur les différents moyens de régler les problèmes immédiats.

Dans ce contexte, je voudrais juste dire quelques mots sur la zone C de la Cisjordanie. 60 % de la Cisjordanie est contrôlée par Israël et il y a beaucoup à faire là-bas. De nombreuses autres mesures peuvent être prises afin d'améliorer la vie des habitants et de commencer à restaurer la confiance qui a été brisée entre Israéliens et Palestiniens. Pour résumer, présentons le cadre Kerry comme une vision du statut définitif. Commençons les négociations sur une série de mesures et restaurons la confiance qui a été brisée. Sortons du chaos actuel et essayons de trouver une voie qui nous conduira vers des lendemains meilleurs.